

***Les années 68 :
événements, cultures politiques et modes de vie***

Lettre d'information n°10

Séance du 6 novembre 1995

Bilan du séminaire 1994-1995

par Robert FRANK

***Les interprétations de mai 68 : approche
historiographique***

par Michelle ZANCARINI-FOURNEL

Robert Frank

Dans un article intitulé « Mai 68 : sous les pavés d'une page officielle », publié dans *Sociétés contemporaines* (n°20, décembre 1994), Isabelle Sommier note, avec sans doute un brin d'exagération, que la plupart des documents écrits ou audiovisuels concernant ce « joli de mois de mai » émanent essentiellement d'anciens acteurs, des « gauchistes » surtout. Leur reconstruction de l'histoire gommerait toutes les aspérités de l'événement (l'élan révolutionnaire, la violence, etc.), ce qui s'expliquerait par leurs stratégies personnelles de reclassement et d'intégration dans les élites. Isabelle Sommier appelle de ses vœux la fin de cette confiscation.

Au-delà du contenu précis de cet article tout à fait intéressant, qui peut être discuté sur tel ou tel point, nous pouvons dire que nous abordons, dans ce séminaire, la même démarche : sortir 68 de la mémoire de groupe, ou des mémoires de groupe, sortir 68 de toute histoire officielle, pour en faire un objet d'histoire pour les historiens.

Or le travail de l'historien ne peut être que modeste au début, d'autant que ses objectifs sont ambitieux : croiser les mémoires, c'est croiser les sources, et cette ambition, pour être réalisable, doit s'appliquer d'abord à des domaines précis. Pour le

commencement d'une recherche, il ne faut pas avoir peur des monographies. Tel a été l'objectif de notre séminaire l'an dernier. Nous avons demandé à nos intervenants en 1994-1995 de traiter des sujets bien délimités, et avons voulu aussi élargir l'horizon par des exemples pris en Italie et en Allemagne. Le temps des synthèses n'est pas encore venu, mais, grâce au travail remarquable de Maryvonne Le Puloch qui a rendu compte des séances, chacun peut faire un premier bilan en lisant les neuf lettres d'information où ces comptes rendus ont été publiés. L'exposé qui suit se limite à relever, d'une façon impressionniste, les points de convergence à propos : 1) des acteurs, des relais et des vecteurs ; 2) du renouvellement des rapports entre espace public et espace privé ; 3) de la chronologie « des années 68 ».

Parmi les acteurs étudiés, on trouve les classes sociales traditionnelles : les paysans évoqués par Danielle Tucac, à travers sa communication sur « les étudiants et le mouvement paysan dans la Loire-atlantique », les ouvriers dont a parlé Nicolas Hatzfeld, en prenant l'exemple de Sochaux. La lutte des classes paraît alors à la fois comme une réalité, un système de représentations et un mythe porteur d'identités fortes et d'action. La classe ouvrière, en particulier, reste la référence première. D'où la nécessité vécue par les étudiants d'approcher le mouvement ouvrier, opération difficile en France, quasi impossible en Allemagne, comme nous le dit Ingrid Gilcher-Holtey. Ont été étudiés aussi d'autres groupes qui, pendant ces années soixante, font leur entrée sur la scène sociale et politique : les femmes, qui ont fait l'objet d'un exposé de Françoise Picq ; les étudiants vus par Alain Monchablon à travers le mouvement qu'ils ont incarné, la jeunesse en général, que Marie-Françoise Lévy a analysée à travers le prisme de la télévision. Le discours social français est à la croisée des chemins, entre expression de la vieille lutte des classes et expression d'enjeux nouveaux de la société.

Se pose ainsi la question des relais entre les acteurs et la société : comment les syndicats et les partis se situent entre anciens et nouveaux enjeux ? Alain Monchablon montre les difficultés d'adaptation du syndicalisme étudiant, de l'UNEF, après les heures de gloire de son action pendant la guerre d'Algérie. Le rôle des partis est à étudier : non seulement face aux événements de 1968, mais aussi par rapport à toutes les mutations sociales et politiques de l'époque. Comment un parti prend-il en compte la contestation, les mutations sociales ? Karel Bartosek a abordé la question en comparant les partis communistes tchèque et français. Nous n'avons pas eu d'autre exposé sur les partis, mais nous en aurons cette année, en particulier sur le parti socialiste, avec le thème « Changer la vie ».

De fait, le vecteur principal de l'expression sociale, c'est désormais la télévision : Marie-Françoise Lévy montre comment elle devient pendant ces années-là en France le phénomène massif de société. La majorité des ménages ont la télévision à partir de 1965 et elle devient un facteur d'homogénéisation et de nationalisation de ces mutations sociales. La télévision, comme vecteur, devient du même coup acteur et joue un rôle fondamental dans sa fonction de miroir de l'événement, de diffusion des mutations sociales.

En second lieu, la plupart des intervenants ont réfléchi à la relation entre espace public et espace privé, à l'irruption du privé dans le champ politique. Luisa Passerini se demande si, précisément, 1968 n'est pas partie prenante d'un long processus de la modernité, avec des moments d'accélération (dont les « années 1968 ») et de subjectivation propre à l'Occident. La question a été posée de savoir s'il n'y avait pas une spécificité française et italienne, dans la mesure où ces deux pays auraient éprouvé des difficultés pour abaisser les barrières entre espace public et espace privé, pour assumer les mutations sociales dans le champ privé. Le blocage de la société italienne ou de la société française en matière de contraception, d'avortement, de « libération sexuelle », est-il à l'origine du brusque saut de ces années 68, avec une sorte d'effet de rattrapage ? L'évolution n'est-elle pas plus régulière dans l'Europe du nord ? Dans les sociétés où certaines relations patriarcales subsistent plus fortement, les mutations sociales européennes des années soixante se heurtent à des obstacles et des blocages. Ce heurt peut conduire à l'explosion politique. Celle-ci est alors caractérisée par sa nature « anti-autoritaire ». Ce mot a été repris par certains groupes gauchistes, maoïstes en particulier. Il convient peut-être de leur emprunter cette notion d'« anti-autoritarisme », mais en le prenant dans un sens bien plus large et en le comprenant comme le facteur commun et central de la contestation généralisée. Tous les exposés ont montré la réaction contre l'autorité, sous toutes ses formes, le général de Gaulle les incarnant toutes à la fois en France (le père ou le grand-père, le patron, le président). L'autorité n'est pas, ne peut pas être la même avant et après 1968. D'où la question posée par Luisa Passerini : 68 est-il une contribution à la modernisation des rapports sociaux et politiques ou une alternative à cette modernisation ? Si l'on choisit la formule de la « contribution », on met l'accent sur la digestion et la « récupération », de 68 par la société, quitte à courir le risque, souligné par Isabelle Sommier, de gommer les aspérités du mouvement ; si l'on préfère la formule de « l'alternative à la modernisation », on insiste davantage sur les ruptures, la volonté de rupture et l'échec.

En troisième lieu, on peut dégager des exposés quelques réflexions sur la chronologie de ces années 68. Beaucoup ont parlé du tournant de 1964, Marie-Françoise Lévy a en parlé à propos de l'irruption de la télévision dans la société, de la jeunesse à la télévision. On peut ajouter que 1964 c'est aussi la naissance de la CFDT, après la scission de la CFTC, c'est la transformation de certains magazines – *L'Express* qui change de forme, *Le Nouvel Observateur* qui remplace *France-Observateur* et qui sera un des symboles de cette « nouvelle » ou « deuxième » gauche. 1964 c'est aussi le début de la diminution du taux de fécondité en France. C'est aussi, nous aurons l'occasion d'en parler cette année, l'irruption du phénomène Beatles en France. Bref il y a autour de ce milieu des années soixante un tournant ou des tournants importants.

La question qui a également intéressé les différents orateurs de l'an dernier est de savoir quand se terminent « les années soixante-huit ». Les réponses la situent entre 1974 et 1976, y compris pour l'Italie où, finalement, le « mai rampant » ne semble pas avoir duré beaucoup plus longtemps qu'en France.

Cette année, nous continuerons la même démarche, par études de cas, et selon une approche comparative avec l'étranger : le conflit de mai 68 à l'ORTF ; la CFDT ; la notion de majorité silencieuse ; les socialistes français ; les rapports entre mouvements américains et mouvements français ; la jeunesse britannique ; les provos néerlandais ; la FIAT en Italie.

Il y aura encore une troisième année de séminaire, le tout devant déboucher, en décembre 1997, sur une ou deux journées d'études qui rendront compte de ces trois années. Notre objectif est de faire travailler pour ces journées d'études l'ensemble ceux qui ont participé au séminaire.

Michelle Zancarini-Fournel

Les événements de mai, les années 68 ont suscité une « fièvre interprétative »¹. Les premières parutions sont très précoces puisqu'elles datent de juin 1968. Les commémorations de l'événement ont régulièrement apporté leur lot d'interprétations nouvelles ou revisitées, mais – à l'exception de quelques travaux d'historiens que nous aborderons à la fin de cet exposé – sont toujours des interprétations globales du phénomène qui ont été marquées dès le début par un rapport à la causalité.

Avant de définir les conjonctures historiographiques que j'ai délimitées dans une production abondante – et je vous renvoie pour une liste, qui elle-même n'est pas exhaustive, à la bibliographie de que nous avons publiée² – je voudrais m'attarder sur les expressions par lesquelles j'ai commencé. Nous avons choisi, lorsque nous avons mis sur pied ce séminaire à la rentrée 1994, de parler des « années 68 », expression *a priori* curieuse du point de vue historique puisqu'elle associe la dénomination d'une année à une période plus large, du début des années 1960 au milieu ou à la fin des années 1970. Il s'agissait d'un choix épistémologique, d'un choix de direction de recherche qui, sans intention finaliste, se proposait d'explorer la problématique suivante « en quoi 1968 a constitué ou non une rupture ? », d'où la dénomination « les années 1968 ». Je précise en ce qui concerne cette expression, que je viens de découvrir, au détour d'une note de bas de page, qu'elle a déjà été employée – sans connaître à ma connaissance de fortune – par Bernard Lacroix dans

1. *Le Débat*, n° 50 et n°51, 1988, « le mystère 68 ».

2. Geneviève Dreyfus-Armand, Maryvonne Le Puloch et Michelle Zancarini-Fournel, « Bibliographie des mouvements contestataires », *Cahiers de l'IHTP*, n°58, décembre 1994 ; deux bibliographies seront publiées ultérieurement : l'une sur les formes du politique, l'autre sur les mutations des mœurs et de la société.

un texte de 1983 intitulé *Les jeunes et l'utopie : transformations sociales et représentations collectives dans la France des années 68*³. Or, dans la production intellectuelle, l'expression la plus couramment utilisée est « les événements de mai 68 », formule qui enferme ce passé dans un cadre chronologique étroit, restreint, du surgissement de l'événement (la première manifestation étudiante au Quartier latin avec l'irruption de la police à la Sorbonne et les affrontements) au retour à l'ordre des choses avec le discours du 30 mai de de Gaulle ; du surgissement à la liquidation supposée du mouvement, d'où l'accent récurrent mis sur les explications, les raisons de ce surgissement comme pour en conjurer le retour.

Cette caractéristique historiographique – interprétation globale et causalité – est première dès juin 1968 et j'aborderai dans un premier temps « les interprétations à chaud », qu'elles aient été hostiles, neutres ou favorables au mouvement. Je précise que je ne prendrai pas en compte les témoignages, les récits et les prises de position quel que soit leur camp. Par ailleurs je me limiterai, faute de temps à la production française. Il faudrait initier une autre recherche sur la production extérieure y compris sur le cas français.

J'ai tenté de définir les configurations historiographiques les plus notables, celles qui ont changé, un temps au moins, les interprétations. Une seconde partie intitulée « le temps des philosophes » est située au milieu des années 1980. Une troisième configuration historiographique se forme « autour de la commémoration du vingtième anniversaire en 1988 », plus incertaine, en tout cas moins monolithique. À cette date, commence « le temps des historiens » qui, à pas comptés, introduisent outils et procédures spécifiques à leur métier⁴.

I - LES INTERPRETATIONS « A CHAUD »

Il s'agit ici de répertorier un certain nombre d'analyses produites soit dans le feu de l'action en 1968, soit légèrement décalées, au cours de l'année 1969. Nous n'avons pas pris en compte les prises de position partisans sans avoir l'illusion de croire que les auteurs que nous recensons aient eu un point de vue objectif, détaché des événements. Ces analystes sont également des acteurs à part entière et ils ne s'en cachent d'ailleurs pas (ex Aron *Mémoires*, 1983, p. 474).

³. Bernard Lacroix, « Le parti pris de réalisme », *Pouvoirs*, n°39, note 11 p. 122 ; le texte de référence a été publié dans *Mélanges offerts au Professeur Ellul*, Paris, PUF, 1983.

⁴. Pour un aperçu commode des diverses interprétations jusqu'en 1986 voir le n°39 de la revue *Pouvoirs*, compte rendu d'un colloque tenu à Lyon au printemps 1986.

1-1 : des interprétations favorables au mouvement⁵

Le sociologue Alain Touraine était enseignant à Nanterre depuis l'ouverture de la faculté où il put suivre de près les événements. Son ouvrage paru en 1968, *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*, souligne dès l'introduction l'archaïsme des formes de l'organisation sociale (exercice de l'autorité dans l'administration, les entreprises et les familles) alors que le pays est en voie de modernisation et s'enrichit malgré la fragilité de certains secteurs économiques. Le mouvement de mai est pour lui une utopie libertaire, antiautoritaire et spontanéiste qui a donné naissance à un nouveau mouvement social détruisant l'illusion d'une société pacifiée, enrichie, réconciliée avec elle-même par la croissance. Les étudiants de mai et certains intellectuels ont cherché à grand peine une jonction avec les catégories qui subissent les contraintes sociales les plus lourdes : paysans, ouvriers, minorités ethniques. Les différences essentielles entre les différents mouvements étudiants qui se sont produits à travers le monde tiennent à la nature des États auxquels ils sont confrontés. En France l'État gaulliste assure l'unité de l'ancienne et de la nouvelle classe dirigeante, de la bourgeoisie et de la technocratie. L'explosion fut brutale et violente ; ce sera le point de départ de nouvelles luttes sociales auxquelles les sociologues vont participer et qu'ils vont théoriser.

Edgard Morin, Claude Lefort et Cornelius Castoriadis ont regroupé dans *Mai 68. La brèche*, leurs premières réflexions sur les événements. Morin dans *La Commune étudiante* qualifie le mouvement de « commune juvénile » qui associe une rébellion étudiante et de petits noyaux révolutionnaires. Face à eux la maladresse du pouvoir entoure « la révolte étudiante d'un cocon protecteur » (les professeurs, les parents soutiennent les jeunes).

La solidarité entre étudiants s'ajoute à une « conscience de fraternisation permanente entre ouvriers et étudiants ». Mais la puissante CGT refuse l'alliance proposée et l'existence d'un « cordon ombilical entre la Sorbonne et Billancourt ».

Le parcours d'initiation à la vie adulte se fait, en un temps très bref sur le mode à la fois du jeu et du sérieux pour une masse de jeunes ; c'est une formation-éclair d'une conscience politique, un « examen de passage dans la société » ; Morin parle d'une « sorte de 1789 socio-juvénile » qui accomplit l'irruption de la jeunesse comme force politicosociale et qui traverse les catégories sociales (étudiants, ouvriers, jeunes déclassés, exilés ou exclus), Morin parle aussi de « luttes de classes d'âge » des jeunes contre les vieux, des jeunes contre la société adulte. Il met en avant le rôle de diastase-régulation tenu par le 22 mars, qui prône un socialisme de conseils, sous le nom de comités d'action, vecteurs d'une utopie concrète. Morin décline enfin toutes les figures analogiques de la révolution mondiale : 1905 et le Potemkine, 1917 et le croiseur Aurora, 1918 et la révolte spartakiste, la guerre

⁵. Voir bibliographie en annexe.

d'Espagne et la Commune de Paris, 1936 et les occupations d'usines, la révolution culturelle chinoise, tout en soulignant l'originalité de « cette explosion utopique et uchronique » qui a transformé les participants dans une vague de fraternité et de générosité et un flot de paroles. Il emploie la notion de résonance : celle de l'occupation de la Sorbonne qui mime l'acte ouvrier de 1936 d'occupation des usines et qui revient « en boomerang en milieu ouvrier ». Résonance aussi par le rôle des médias (les transmissions en direct de la radio amplifient l'émotionnel). De même la désacralisation de l'autorité frappe « l'essence paternaliste du pouvoir social ».

Claude Lefort dans la seconde partie de ce livre collectif, partie intitulée « Le désordre nouveau » met en avant la notion de brèche dans l'université et dans la société industrielle par la levée de « l'interdit qui pèse sur l'action directe et la naissance du désir d'affronter collectivement et directement le pouvoir d'État » en renversant les rapports de force fondés sur la soumission et en mettant en cause la légitimité des détenteurs du pouvoir ainsi que la rationalité du système économique et social. Ce sont les étudiants de Nanterre appelés « Enragés » avec leur liberté d'action et de langage qui, par la provocation et l'action directe frappant l'imagination collective, s'affranchissent des « vieilles entraves » et se sont « installés dans l'illégalité au vu et au su de tous ».

Cornelius Castoriadis dans la troisième partie intitulée « La révolution anticipée » fait appel aux révolutions du passé, mais il fait un choix : la Commune de Paris, la Catalogne de 1936, et la révolte de Budapest de 1956, pour souligner la radicalité nouvelle du mouvement de mai 68 qui rompt avec la société capitaliste bureaucratique et dévoile le conflit qui existe par nature entre exécutants et dirigeants. Mais il n'y a aucune garantie d'après l'auteur que le mouvement ne soit pas « récupéré », la récupération est, écrit-il, la hantise des étudiants révoltés. « Tout peut être récupéré sauf une chose : notre activité réfléchie critique autonome » (p. 104). Contrairement à Edgard Morin, il vilipende les groupes d'extrême-gauche sclérosés, prisonniers de leur structure idéologique et fait des propositions concrètes pour la constitution immédiate d'un mouvement révolutionnaire dont l'action serait fondée sur l'autogestion et la démocratie directe, si possible autour d'un journal fonctionnant comme « organisateur collectif ». Contrairement à Morin encore, il condamne la « mythologie ouvrieriste » alors que le prolétariat n'a été selon lui qu'une « lourde arrière-garde » car les bureaucraties syndicales ont cloisonné les mouvements pour éviter la contamination par les étudiants. Castoriadis définit une nouvelle avant-garde constituée de la jeunesse, des étudiants, des travailleurs de l'industrie, de l'enseignement et de la culture ; mais la jonction des travailleurs manuels et intellectuels si elle est souhaitable, est à construire entièrement.

1-2 : une prise de position immédiate à la postérité éclatante, celle de Raymond Aron

La vulgate a retenu des prises de position qu'Aron a produites « à chaud » et regroupées dans un livre intitulé *La révolution introuvable* publié en juillet 1968 (livre qui comprend un entretien réalisé dans les premiers jours de juillet par Alain Duhamel et les articles qu'Aron avait publiés dans *Le Figaro* en juin 1968), davantage les qualificatifs attribués au mouvement : « psychodrame, comédie, carnaval révolutionnaire » que ses analyses pertinentes de la situation de l'université, du comportement du gouvernement et des élites politiques.

Dans l'introduction de *La révolution introuvable*, livre dicté en quinze jours selon l'auteur, Aron souligne qu'il n'a pas la prétention de dire la vérité ou le sens de l'événement, mais que le livre a pour objet « de le démystifier et de le désacraliser » (p. 12) et il qualifie son ouvrage de « littérature de combat ». L'opinion parisienne a été pour lui comme « saisie de débauche idéologique » et il s'en est suivi un « immense dévouement, un marathon de palabres ». Aron refuse de prendre au sérieux ce que disent les acteurs, mais fait référence à la psychologie des foules de Le Bon pour comprendre ce qu'ils ressentent. Il rend Pompidou responsable du déroulement des événements parce qu'il a conduit une répression hésitante, une concession trop tardive et pas au bon moment, ce qui a abouti à une capitulation spectaculaire et à « la chute de la bastille universitaire ». Pour Aron, les minorités actives ont réussi à entraîner des masses semipassives. Il qualifie les trois journées du 27 au 30 mai de « grande peur ou de grandes illusions » dans lesquelles une « immense fraction du personnel politique a participé à ce dérèglement des esprits » (p. 104). Il s'agissait d'une crise générale de l'autorité et de l'obéissance et la révolte contre les pouvoirs a rencontré des échos dans le corps social. Aron souligne le caractère encore mystérieux des événements : comment une révolte locale d'étudiants a pu aboutir à une crise nationale ?

Certains articles qu'il avait publiés dans *Le Figaro* en juin 1968, et qui sont reproduits à la fin de son ouvrage, sont ressortis en « bonnes feuilles » dans un numéro spécial du journal à l'automne 1968, au ton plus polémique que *La révolution introuvable* : Aron invite ses lecteurs à constituer un « comité de défense et de rénovation de l'université française » – on sait qu'il a traité « d'illusionniste » Edgard Faure le jour de la présentation de sa réforme au parlement – « l'effort pour comprendre n'exclut pas dans la conjoncture présente la passion d'agir » écrit Aron ; il accompagne son éditorial et ses extraits d'articles d'un choix de lettres reçues au journal pour dénoncer « les techniques de manipulation » des assemblées universitaires de mai, ce qui est en contradiction avec une des affirmations de *La révolution introuvable*, « il n'y a pas eu de violence physique ; on n'a empêché personne de parler » (p. 114).

La mémoire a gommé le statut de professeur et d'observateur engagé qu'avait Aron à l'époque. Frédéric Bas dans son mémoire secondaire de DEA (Université de Paris 8) a souligné « l'impossible distinction entre le système de pensée de l'intellectuel et la fonction du professeur passionné dans la crise », voire la répugnance et une certaine forme de mépris lorsqu'il compare la révolte des

étudiants à la névrose des rats quand ils sont en surnombre dans un espace donné, attitude fort éloignée de la retenue lucide d'un observateur. L'interprétation aronienne apparaît en 1986 à Alain Renaut – dont nous reparlerons plus tard – comme une « référence féconde » et il souligne la lecture tocquevillienne d'Aron. Aron lui-même a expliqué dans *La révolution introuvable* que tout le monde jouait un rôle et qu'il avait joué Tocqueville et, dans ses *Mémoires* publiées en 1983, dans le chapitre intitulé « "Il ne nous a pas compris" ou Mai 68 » que pour détourner la censure des ouvriers imprimeurs du *Figaro*, il « avait écrit des articles ironiques en juxtaposant les citations de Tocqueville » (p. 473).

Ce sont ses *Mémoires* qui ont sans doute contribué à forger le portrait d'un homme désabusé et mélancolique, de l'observateur distant, celui qui écrit à juste titre :

« L'historien et le sociologue construisent un objet "les événements de mai" à ce point hétérogène que selon les éléments de cet objet pris en compte le problème et l'explication changent. Toute interprétation tend à se concentrer sur un seul aspect des événements ou bien sur la révolte des étudiants ou bien sur la généralisation des grèves ou bien sur l'originalité du mai français par rapport à des phénomènes comparables dans d'autres pays ou bien sur le discours idéologique des étudiants et des salariés » (pp. 481-482).

1-3 : des interprétations en apparence plus détachées

Michel de Certeau dans *La prise de parole*, ensemble de textes écrits entre septembre 1968 et 1969, récemment réédités par Luce Giard, a souligné l'importance des mots, ceux de Cohn-Bendit comme ceux du général de Gaulle, l'importance des symboles :

– la barricade comme transgression créatrice de la communauté par exemple –, de l'action symbolique qui ouvre une brèche dans la conception de la société. Prendre la parole n'est pas prendre le pouvoir, mais c'est un événement qui équivaut pour de Certeau à la prise de la Bastille en 1789 : en mai c'est la parole prisonnière qui a été libérée. Elle est d'abord refus, elle est protestation. Le « silence » des uns se combinait avec la prise de parole des autres. Il a par ailleurs analysé dans « la moisson des éditeurs : mai vu de septembre » l'ensemble de la production écrite qui vise à surmonter l'irrationnel de l'événement, à expliquer et à réparer la déchirure dans le corps social. De Certeau dans l'abondante production écrite de l'automne et l'hiver 1968 constitue une topographie des questions et des lieux problématiques

– la crise de l'autorité (expliquée par l'archaïsme des pouvoirs publics tout comme la rigidité traditionnelle de la société française, par la mutation disparate des entreprises – l'université représentant un point extrême du retard – par l'influence des massmedias, par l'essor de la jeunesse et le conflit des générations, enfin globalement par une crise de la civilisation et il reprend ainsi une expression de Malraux.

– le rapport entre le passé et le présent : l'événement répète-t-il ou inaugure-t-il ?

- quelle part pour le fantastique et l'imaginaire ?
- l'interdisciplinaire dans l'université
- et la place de l'intellectuel dans la société

On perçoit ici dans l'importance accordée à la parole le souci de l'auteur qui s'est penché sur l'écriture de l'histoire et ses rapports avec la psychanalyse (un de ses derniers livres publiés juste après sa mort s'intitule *Histoire et psychanalyse entre science et fiction*).

L'article de Bénétou et Touchard, publié dans la *Revue française de science politique* en 1970, est un classique du genre, maintes fois cité ou plagié. Ils élaborent un inventaire qui définit, selon un mode familier à la science politique classique, une typologie des diverses interprétations de la crise de mai-juin 1968. Les auteurs qui ont regroupé les différentes analyses y distinguent huit types d'interprétation et les discutent :

- *une entreprise de subversion* : elle n'était pas là où le pouvoir gaulliste l'a vue c'est-à-dire chez les communistes qui ont toujours freiné le mouvement sauf lors de la manifestation du 29 mai, pièce aux propositions de Mitterrand et de Mendès France. Le désir de révolution, on pouvait le trouver chez les « groupuscules » qui ont trouvé un écho dans la masse étudiante
- *une crise de l'université* : les analyses dénoncent à la fois la sclérose de l'université et la marginalité sociale des étudiants qui s'inquiètent pour les débouchés. Mais le phénomène est international et il ne peut suffire de prendre en compte les seuls problèmes de l'université française
- *un accès de fièvre, une révolte de la jeunesse* : explication psychologique voire psychanalytique liée à une classe d'âge où la rue, la fête, le jeu, la libération de la parole sont des éléments fondamentaux. La révolte témoigne-t-elle du « meurtre du père ? »
- *une révolte spirituelle, une crise de civilisation*
thèses de Marcuse et d'André Malraux qui expliquent chacun à leur façon la mondialisation du mouvement par le refus de la société de consommation
- *un conflit de classes; un mouvement social d'un type nouveau*
qui met en avant de nouvelles catégories sociales et lutte contre les hiérarchies et l'autorité
- *un conflit social de type traditionnel* lié à la situation économique et sociale de 1966-1967 avec une conjoncture défavorable (chômage, recul de la consommation, lutte du gouvernement contre l'inflation ...)
- *une crise politique*, est-ce les institutions de la Ve République ou la personne même du général de Gaulle qui ont été mises en cause ? La thèse est discutée mais on s'accorde sur le manque de crédibilité de l'opposition de gauche, le vide politique opposé au gaullisme
- *un enchaînement de circonstances* : il ne faut pas oublier le rôle du hasard sur l'influence des événements.

Les auteurs concluent sur l'impossibilité d'utiliser une seule clé d'interprétation et plaident pour des analyses précises sectorielles et provinciales et « d'humbles recherches » qui commencent aujourd'hui. Luisa Passerini a souligné dans l'éditorial du numéro spécial que *Le mouvement social* a consacré en avril-juin 1988 aux « Mémoires et histoires de 1968 », « la pauvreté [en France et en Italie] de la production historique, mais aussi de l'élaboration artistique et littéraire ». Après l'effusion de la production des années 1968-1970, un certain vide s'est installé jusqu'au milieu des années 1980 où il fut comblé par une production philosophique flamboyante, relayée par les revues (comme *Le Débat*, *Esprit...*) et les hebdomadaires (*Le Nouvel Observateur...*).

II - LE TEMPS DES PHILOSOPHES AU MILIEU DES ANNEES 1980

Le livre de Luc Ferry et d'Alain Renaut intitulé *La pensée 68. Essai sur l'anti-humanisme contemporain* a suscité au moment de sa publication en 1985 des discussions et objections nombreuses, ne serait-ce que par ses affirmations abruptes et ses manques (Levi-Strauss, Sartre par exemple). Il est nécessaire de le prendre en compte car il est au coeur d'une série de productions des sciences sociales tournant autour de l'individualisme, un aspect de ce que Luisa Passerini avait appelé ici « le procès de subjectivisation ».

Les auteurs identifient une génération philosophique quasi contemporaine de la crise de Mai : Foucault avec *Les mots et les choses* (1966) et *L'archéologie du savoir* (1969), Althusser pour *Marx et Lire le capital* (1965), Derrida *L'écriture et la différence* et *De la grammatologie* (1967) ainsi que sa conférence intitulées *Les fins de l'homme* en 1968, Lacan et ses *Écrits* (1966) ; *Les Héritiers* sont sortis en 1964 et Bourdieu fait paraître *La reproduction* en 1970, Deleuze enfin avec *Différence et répétition* et *Logique du sens* (1969). Tout en acceptant l'idée que ces oeuvres n'ont pu avoir d'influence sur les événements, Renaut et Ferry indiquent que « la révolte de Mai a appartenu à un même phénomène culturel » ; ils parlent de « parenté d'inspiration » en y intégrant même Althusser, malgré ses prises de position politiques hostiles au mouvement : pour eux l'article « les appareils idéologiques d'État » se présente comme « la théorisation de ce que Mai avait révélé à ce sujet ».

Pour les auteurs, la philosophie française des années 68 a résolument choisi le parti de l'anti-humanisme. Ils construisent « le type idéal des *sixties* philosophantes » qui se définit par une structure intellectuelle qui prône la mort ou la fin de la philosophie, le paradigme de la généalogie et la pratique du soupçon (non pas « qu'est-ce que ? » mais « qui est-ce qui ? »), la dissolution de l'idée de vérité, l'historicisation des catégories et la fin de toute référence à l'universel. À cela s'ajoutent ce que les auteurs appellent le « style » (effets de style et style de vie), le culte du paradoxe et le refus de la clarté, la recherche de la marginalité et le fantasme du complot. Les philosophes ont mené une « critique radicale de la subjectivité », le procès du sujet, en s'inspirant de la philosophie allemande pour la radicaliser : radicalisation par Derrida de la critique de l'humanisme à partir de la relation établie par Heidegger entre humanisme et métaphysique de la subjectivité ; Althusser assumant le parcours de Marx jusqu'à l'antihumanisme philosophique ; ou Foucault faisant de la surenchère sur Nietzsche, tels sont les chefs d'accusation intentés, selon Renaut et Ferry, par la « pensée 68 » dans le procès du sujet. Pourtant les auteurs soulignent que Mai 68 se présente comme une révolte des sujets contre le système. Comment expliquent-ils ce paradoxe ?

Dans une deuxième partie, ils se penchent sur les interprétations de mai 68 et construisent une logique des interprétations en s'appuyant sur l'article classique de 1970 de Beneton et Touchard dont ils reprennent les catégories pour les revisiter en les confrontant avec les interprétations ultérieures et en montrant la parenté de ces dernières avec « la pensée 68 ».

– Un premier type d'interprétations s'appuie sur le point de vue des acteurs : Mai 68 serait à lire comme la « révolte de la liberté contre l'oppression étatique » ; Renaut et Ferry dénie aux acteurs le droit d'avoir un point de vue sur les événements car il leur manque écrivent-ils la distance critique ; ils voient en mai l'oeuvre d'une « nécessité souterraine » [qu'ils ne définissent pas], « une continuité derrière l'apparente discontinuité ».

– Un second type d'interprétations voit dans mai une pseudorévolution ou le changement dans la continuité :

* c'est l'opinion de Régis Debray : la révolution des forces productives aurait préparé une révolution culturelle « l'extension de la marchandise à tout le champ social ». Mai fut une révolution individualiste nécessaire pour « liquider les deux religions solidaires et concurrentes de la nation et du prolétariat » (Debray, 1978, p. 41) assurant ainsi la victoire du privé sur le public. Cette version, écrivent les auteurs, opère une déconstruction marxiste et althusérienne de l'idée de subjectivité, l'émancipation apparente de Mai n'étant que « la ruse du capital ».

* autre interprétation, celle de Lipovetsky. *L'ère du vide. Essai sur l'individualisme démocratique* (1983) souligne le repli sur la sphère privée des années 1980 et le développement du néonarcissisme qui s'inscrit dans la dynamique toquevillienne de l'individualisme, déjà visibles selon lui dans les mouvements de révolte des années soixante ; les acteurs de mai ont produit exactement le contraire de ce qu'ils visaient ; bref on retrouve ici « la ruse de la raison ». La naissance d'une culture hédoniste marque le postmodernisme, « continuation par d'autres moyens de la révolution démocratique ; 68 est le moment-clé du passage du modernisme au postmodernisme sous l'effet de la consommation de l'après-guerre contre les valeurs utilitaristes et puritaines, signe de bonne santé de la société démocratique ».

– L'événement de mai et son imprévisibilité est la vérité même de l'événement : on reconnaît ici la thèse de Lefort, dans *La brèche*, qui relève de la phénoménologie : l'action brise le flux de la continuité temporelle (le *Gap* de H. Arendt), c'est « l'énigme » de l'événement.

Ferry et Renaut dans *La pensée 68* plaident pour un pluralisme interprétatif en s'appuyant sur le modèle Aron : pour « l'intégration du point de vue des acteurs – un certain sentiment de rupture – et d'une exigence d'intelligibilité, tout en prenant en compte la contingence, la dimension d'accidentalité » (p. 115, édition 1988) et ils se tournent alors vers Raymond Aron qui prend en compte, selon eux, les explications sociologiques et la reconnaissance de la causalité historique (rôles de Pompidou et de Gaulle). Aron met en relation ces événements avec le travail critique accompli par la philosophie française des années soixante.

Conclusion pour les auteurs : Mai 68 est bien la mort du sujet et on retrouve ainsi la parenté de l'événement avec *La pensée 68* telle qu'elle est définie dans le livre :

« mai 68 a bien été une révolte des sujets contre les normes, à savoir au sens de l'affirmation de l'individualité contre la prétention des normes à l'universalité, mais en même temps cette affirmation hyperbolique de l'individualité ouvre un

processus qui a pour horizon prévisible la dissolution du Moi comme volonté autonome, autrement dit la destruction de l'idée classique de sujet » (p. 121).

Luc Ferry explicite dans *Pouvoirs* n°39, en 1986, sa conception de l'interprétation de mai 68 « parenthèse fugitive ou origine véritable de l'individualisme contemporain ? » en reprenant la définition tocquevilienne de l'individualisme : « un sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis de telle sorte que, après s'être créé ainsi une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à elle-même » (*La Démocratie en Amérique*).

On voit le danger de plaquer des analyses abstraites sur une situation donnée lorsque Ferry écrit en 1986, peu avant les manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986, émergence de ce que les journalistes ont baptisé « génération morale » :

« point n'est besoin d'une perspicacité exceptionnelle pour percevoir que nos années 80 ne ressemblent guère, en apparence aux années 60 : le calme qui règne à l'université est parfois déconcertant et de toute part nous assistons à un retour des valeurs individualistes »⁶.

Au total, dans *La pensée 68*, les événements eux-mêmes sont dissous dans le commentaire des interprétations. Il s'agit le plus souvent d'une spéculation abstraite éloignée de l'analyse des discours et des pratiques des acteurs de 1968, du sens que ces derniers donnaient à leurs paroles et à leurs actes. Si l'on résume ce qu'apporte pour nous ce livre au delà de l'étude – qui n'a pas lieu d'être commentée ici – de quatre philosophes (Foucault, Derrida, Bourdieu, Lacan) on peut considérer qu'il s'est agi d'un tour de force de rassembler sous le même vocable, « la pensée 68 », un ensemble de productions théoriques pour aboutir, en les tordant dans le sens de la démonstration, aux interprétations antérieures et classiques de Raymond Aron et de Beneton-Touchard. Le livre est cependant intéressant, dans une autre perspective, pour caractériser la conjoncture intellectuelle des années 1980.

III - DES INTERPRETATIONS PLUS HETEROGENES AUTOUR DE LA COMMEMORATION DE 1988

Dans l'abondante production qui entoura peu ou prou la commémoration de 1988, je choisirai des types de publications qui apportent des éclairages explicatifs nouveaux. Je laisserai de côté le « roman vrai » – un livre d'histoires, mais pas d'histoire – qu'ont représenté les deux tomes de *Génération*, oeuvre de deux éditeurs-journalistes rompus aux techniques de l'entretien et de la mise en récit, et qui a connu un très grand succès commercial. Je laisserai de côté aussi le récit

6. Luc Ferry, « Interpréter Mai 68 », *Pouvoirs*, n°39, p. 6.

journalistique des événements parisiens publiés sous le titre *Mai 68* (collection Points-Seuil) de Laurent Joffrin.

Les tables rondes organisées par la revue *le Débat*, dirigée par Pierre Nora et Marcel Gauchet, et publiées dans deux numéros, n°50 et n°51 sous le titre significatif « le mystère 68 » ont posé quatre questions au départ : la fièvre interprétative et son devenir, les facteurs du déclenchement de l'événement, la constitution de la génération et les traces ou non laissées par le mouvement. Les animateurs de la revue parlent de « mysthifaction » (sic) et de falsification des interprétations tout en soulignant le manque d'études précises face au trop plein de « discours sur », mais aussi en replaçant le « mystère » dans une problématique de moyenne durée permettant de comprendre la diffusion de l'idéologie des droits de l'homme dans la société contemporaine. Le n°51 de la revue examine le « mystère 68 » dans une comparaison internationale – le mai français vu des États Unis et d'Allemagne –, mais à travers deux témoins ayant des liens spécifiques avec la France (dont Cohn-Bendit) et s'attarde sur le problème des générations : Eric Vigne dit la nécessité d'étudier la période 1968-1978 et distingue deux générations, celle de l'avant-mai et celle de l'après-mai.

Les politologues Jacques Capdevielle et René Mouriaux dans *Mai 68, l'entre-deux de la modernité. Histoire de trente ans* présentent dès l'introduction « Mai 68 comme un événement intermédiaire entre un avant et un après » et ajoutent quelques lignes plus loin « Nous ne classons pas Mai 68 parmi les "non-événements" sans toutefois le hisser au rang des grèves de 36 ou des journées de la Libération » (pp. 10-11). L'historien comprend mal comment on décerne les prix et comment on peut comparer des événements historiques nés chacun dans des conditions spécifiques, hexagonales et mondiales, avec chacun un avant et un après. En réalité l'événement est qualifié d'intermédiaire car il se situe pour les auteurs à « l'articulation de deux phases idéologiques et économiques » c'est à dire à la fin d'une longue période de croissance économique et au début de l'entrée dans la récession, un stade de la période dite de la modernité entre 1955 et 1975, une modernité en crise depuis. Le livre se divise en trois parties. La première est une analyse structurelle des années soixante, vues sous un jour plutôt sombre puisque les auteurs parlent de « la fin de la croissance heureuse » et de « la vie politique bloquée ». L'intérêt de cette partie est d'étudier les mouvements sociaux dans les entreprises avant mai 68. La deuxième partie s'intitule « 58 jours qui ébranlèrent la France », du prélude nanterrois au succès électoral du gaullisme et fait un panorama des interprétations des événements ; enfin la dernière partie, hardiesse chronologique va « des barricades à la cohabitation ».

Enfin, je ne ferai que signaler rapidement faute de temps des ouvrages de sociologie ou de science politique qui fournissent un certain nombre d'outils et de catégories qui s'appliquent à l'objet 1968. Michel Dobry dans *Sociologie des crises politiques* (1986), examine, entre autres, la crise de mai-juin 68 dans une « perspective clausewitzienne » réintégrant l'activité tactique des protagonistes dans

le processus de crise au détriment des considérations habituelles sur les causes et les résultats, ce qui pourrait peut-être aider à la défatalisation de l'histoire souhaitée par Ricoeur. Dobry suggère de penser les crises à la fois en tant que mobilisations des acteurs sociaux et transformations des systèmes sociaux en privilégiant l'étude des logiques de situation, comme « conjonction aléatoire de séries multiples de déterminations », en se gardant de faire une histoire naturelle de type évolutionniste ou une histoire héroïque des individus et des groupes. Dans la construction de la notion de génération il souligne la notion utile « d'exposition à l'événement ». Enfin si dans chaque crise il y a des formes de survivance ou de rappel du passé, il existe aussi une autonomie de la dynamique spécifique qui crée une configuration originale différente des arrangements structurels propres à ce que l'auteur appelle des « périodes de routine ».

Récemment Olivier Fillieule et Patrice Mann ont étudié la sociologie de la protestation et de l'action collective et François Dubet, dans *Sociologie de l'expérience*, le processus qui définit l'autonomie des acteurs dans l'expérience sociale et repose le problème de la constitution de l'individu en sujet, la subjectivation des acteurs ne se réduisant ni à leur rôle ni à leurs intérêts.

IV - LE TEMPS DES HISTORIENS

Il serait injuste de ne faire commencer qu'en 1988 la production historique. Dès 1969 le fort volume publié par Schnapp et Vidal-Naquet, *Journal de la commune étudiante*, aux éditions du Seuil – et réédité de façon significative en 1988 – était beaucoup plus qu'un précieux recueil de documents sur mai-juin 1968. La préface de Pierre Sorlin et l'introduction de Pierre Vidal-Naquet traçaient déjà un chemin qui ne fut guère emprunté par les historiens, et encore moins connu, pendant vingt ans. De même Alain Delale et Gilles Ragache avaient publié en 1978 *La France de 68*, réédité à l'identique en 1988, qui était un panorama de la France des luttes et avait le mérite de reposer sur une documentation nationale (en particulier la presse régionale). Ses cartes ont été souvent reproduites par la suite.

Dans le numéro de 1988 du *Mouvement social*, cité précédemment, Antoine Prost fait un bilan de la production sur le mai français. Dans l'article « Quoi de neuf sur le Mai français », il souligne que « en vingt ans nos connaissances n'ont guère progressé ». Les recherches historiques, plus nombreuses qu'il n'y paraissait mais dispersées, n'ont été relayées ni par des publications d'articles ni par de fortes thèses. En 1988, Antoine Prost signalait qu'il n'y en avait à sa connaissance aucune de soutenue. Dans l'éditorial du même numéro, Luisa Passerini fait état d'une recherche d'histoire orale sur la génération 68 réalisée dans six pays occidentaux ; l'enquête démarra en 1984 et a produit 250 histoires de vie d'une durée de 2 à 10 heures à partir de l'hypothèse que le mouvement avait été international pour aboutir finalement au fait que « les traits nationaux eurent un rôle déterminant dans le déclenchement et la gestion des mouvements de 68 », même si des similitudes

sont notables : « l'élargissement du sens de la démocratie...actions directes qui radicalisent l'individu...refus de la politique des partis et recherche de nouveaux espaces politiques ». Dans le même numéro, une équipe de sociologues, à partir d'une quarantaine d'entretiens réalisés en 1984-1985 dans le cadre de l'enquête internationale, détermine les processus de formation d'une génération politique et affirme qu'il n'y a pas une mais deux générations dont une seule a été faite en 1968. Ils avancent un certain nombre d'hypothèses fécondes : 1968 et les années suivantes ont contribué à « l'affaiblissement du contrôle social et la reconnaissance de plus de droits », ils s'insurgent contre l'hypothèse de « la montée de l'individualisme », thèse présentée par Lipovetsky et reprise par Ferry-Renaut, mais soulignent « le renforcement d'idées collectives spécifiques » et dans une note distinguant l'individualisme agressif et carriériste de l'individualisme hédoniste. Cette hypothèse pourrait donner lieu à des recherches sur les parcours réels et non supposés des individus et sur l'histoire des groupes militants.

En 1988 la BDIC a réalisé deux publications importantes de nature différente, mais qui comptent : Geneviève Dreyfus-Armand et Laurent Gervereau ont coordonné un livre-catalogue d'exposition sur *Mai 68. Les étudiants en France et dans le monde*, qui permettait de déplacer le regard en dehors de l'hexagone – ce qui est bénéfique, car notre histoire est toujours trop franco-centrée – en éclairant des mouvements connus (les États-Unis, la RFA, le Mexique) et des cas moins connus (la Suède, les provos hollandais). Déplacement du regard aussi de Nanterre vers la Sorbonne avant mai 68, vers l'histoire de la production des célèbres affiches de mai, vers la province avec les études sur Caen et Toulouse. Enfin déplacement chronologique vers le post-68 avec le mouvement lycéen et une étude moins caricaturale que les affirmations habituelles sur le devenir professionnel des « piétons de mai ». Richement illustré, ce catalogue est une mine qui devrait servir de point de départ pour des études ultérieures. Une autre publication de la BDIC, celle de la revue *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°20, juillet-septembre 1990, a fait le compte rendu de plusieurs tables rondes qui ont rassemblé responsables syndicalistes et historiens (l'une porte en particulier sur le déroulement des négociations de Grenelle).

Enfin la revue *Vingtième siècle* en deux livraisons au cours de l'année 1989 a exploré le concept de génération (avril-juin 1989) : l'article de Sirinelli « génération et histoire politique » apporte des éclairages intéressants pour notre sujet en soulevant le problème d'une « histoire mythique des générations », il précise lui aussi qu'il faut parler de « générations 68 » au pluriel. Autres études de la revue en juillet-septembre 1989, dans le dossier « mai 68 », l'une de Jean-Pierre Rioux sur les commémorations : « les célébrations décennales du mai français » et l'autre d'Antoine Prost sur l'histoire de l'université : « 1968 : mort et naissance de l'université française ». En 1989 la revue *Sources* a publié les actes du IV^e colloque d'histoire au présent qui portait sur un thème traité de façon large du point de vue chronologique « Révolte et société » ; la quatrième partie présentée par

Frank Georgi portait sur la jeunesse, la révolte et la politique et les lectures de mai 1968. Nous avons déjà signalé (Lettre d'information n°1) la contribution de Gérard Lange sur les OS de Caen.

En 1992 ont été publiés sous la direction de René Mouriaux, Annick Percheron, Antoine Prost et Danielle Tartakowsky deux volumes qui rassemblent entre autres les contributions à un colloque tenu en 1988 sur « Acteurs et terrains du mai français » centré sur la classe ouvrière et le syndicalisme, que Jean-Pierre Rioux avait signalé de manière critique dans *Vingtième siècle*⁷. La publication sous le titre *1968. Exploration du mai français* ouvre des perspectives plus larges que les débats du colloque ne l'avaient fait, en resituant les événements dans un contexte international, en étudiant les grèves à Paris et en province et en analysant l'attitude des partis et des syndicats et de catégories (comme le patronat) peu étudiées jusqu'ici. Antoine Prost a fait également une synthèse, à partir de travaux de maîtrise, sur les grèves ouvrières de mai-juin 68 qui a été publiée dans *L'Histoire*. Il a souligné ailleurs l'importance d'avoir accès aux sources écrites (ici en l'occurrence celles de la CGT) pour mettre en oeuvre ce qui est le travail spécifique de l'historien avec ses procédures et ses règles méthodologiques.

La publication du *Guide des sources pour une histoire à faire* de l'association Mémoires de 68 est une des ressources. Des archives ont été déposées à la BDIC qui complètent les riches collections existantes et l'immense majorité de ces archives est en accès libre. On peut trouver d'autres ressources dans les inventaires des missions des Archives de France dans les ministères, en particulier les inventaires publiés du ministère de l'Intérieur et celui du ministère du Travail⁸. Au Centre des archives

7. « Tel autre [colloque] à forte armature universitaire et sériant habilement de vraies questions sur l'action et la grève ouvrières, repérant hardiment des terrains trop peu visités, a difficilement maîtrisé un flot de témoignages ininterrompus et unilatéraux de fonctionnaires de la mémoire venus du PCF et du SNES qui appauvrirent la discussion » ; en note l'auteur ajoute : « C'est ainsi à tout le moins que de nombreux participants vécurent l'important colloque sur "Acteurs et terrains du mouvement social de 1968" organisé les 10-12 mars 1988 par le CHRMSS de l'université de Paris I » (note 2), *Vingtième siècle*, 1989, n°23, p. 56.

8. Françoise Bosman, *Patrimoine archivistique contemporain des Ministères Sociaux*, Paris, Imprimerie nationale, 1992, 272 p. Jean-Pierre Defrance, *Inventaire des archives du Ministère de l'Intérieur*, Paris, 1994.

contemporaines à Fontainebleau, de même qu'à la Mission des archives au ministère de l'Intérieur on peut consulter des inventaires détaillés et, à partir de là, faire des demandes de dérogation. La loi actuelle sur les archives permet éventuellement, par les dérogations, l'accès à des archives qui n'ont pas trente ans. De toute manière un certain nombre d'entre elles comme les versements des cabinets des préfets ne sont accessibles qu'après soixante ans. De même dans la série W des archives départementales – mais il faut relever les cotes sur place – on peut trouver des dossiers sur la période. Pour les maîtrises, les demandes de dérogation nécessitent des démarches trop longues et aléatoires, car le résultat dépend de l'accord des services versants ; mais c'est possible pour un DEA et *a fortiori* une thèse.

Explorer les sources écrites disponibles, revisiter les sources orales et les nombreux entretiens engrangés ici ou là, s'intéresser à d'autres acteurs, des participants anonymes du mouvement ou des acteurs de l'autre bord (policiers, fonctionnaires, élus, professeurs, patrons...) et mener avec eux des entretiens pour constituer de nouvelles sources orales, les pistes pour faire progresser la recherche historique ne manquent pas. Depuis quelque temps on perçoit chez les étudiants un regain d'intérêt pour la période. Un certain nombre de maîtrises, voire des DEA sont soutenus ici ou là, des thèses sont en cours. L'une par exemple a été soutenue récemment sur le théâtre⁹. En dresser une liste et la mettre à disposition des enseignants et des chercheurs serait un des objectifs à court terme que nous pourrions nous fixer pour ne pas enfermer l'histoire de la période dans un carcan chronologique et un cadre parisien. Déplacer son regard aussi vers « le pouvoir » selon l'expression de l'époque, vers la police et pas seulement les étudiants révoltés, vers les politiques et ceux qui les ont initiées, vers les partis et pas seulement ceux de l'opposition – signalons un article récent de Frank Georgi dans la revue *Vingtième siècle* sur la manifestation du 30 mai 1968¹⁰ –, vers les patrons et pas seulement les grèves ou les syndicats, en somme faire une histoire totale des années 68, politique, économique, sociale et culturelle. Le chantier est vaste et les moyens ne manquent pas.

Seule cette voie nous permettra de dépasser les discours généraux interprétatifs dont nous avons rendu compte aujourd'hui.

LIVRES ET ARTICLES CITES

– ARON Raymond, *La révolution introuvable, réflexions sur les événements de Mai*, Paris, Fayard, 1968, 187 p.

⁹. Marie-Ange Rauch-Lepage, *Le théâtre en 1968, Histoire d'une crise*, Thèse pour le doctorat, Université de Paris X, 1995.

¹⁰. Frank Georgi, « La manifestation du 30 mai 1968 », *Vingtième siècle*, 1995.

- ARON Raymond, *Mémoires, cinquante ans de réflexion politique*, Paris, Fayard, 1983, 778 p. [le chapitre XVIII, pp. 471-533].
- Association des Amis de la BDIC et du Musée, « Occupations/négociations, les syndicats en Mai 68 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Juillet-septembre 1990, n°20.
- BDIC, *Mai 68, Les mouvements étudiants en France et dans le monde*, Geneviève Dreyfus-Armand et Laurent Gervereau (dir.), Paris, 1988, 304 p.
- BENETON Philippe et TOUCHARD Jean, « Les interprétations de la crise de mai-juin 1968 », *Revue française de science politique*, juin 1970, XX, n°3, pp. 503-543.
- CAPDEVIELLE Jacques, MOURIAUX René, *Mai 68. L'entre-deux de la modernité. Histoire de trente ans*, Paris, Presses de la FNSP, 317 p.
- de CERTEAU Michel, *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Seuil, 1994, 216 p., (coll. : « Inédit/Essais »).
- *Le Débat* n° 50 et 51, « Le mystère 68 ».
- DELALE Alain, RAGACHE Gilles, *La France de 68, « soyons réaliste demandons l'impossible »*, Paris, Seuil, 1978.
- DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1986, 319 p.
- DUBET François, *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil, 1994, 273 p.
- FERRY Luc, RENAUT Alain, *La pensée 68. Essai sur l'anti-humanisme contemporain*, Paris, Gallimard, 1988, 343 p., (coll. : « Folio Essais »). [2e éd.].
- FILLIEULE Olivier (dir.), *Sociologie de la protestation, les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, l'Harmattan, 1993, 288 p.
- LIPOVETSKY Gilles, *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard, 1993 [avec postface], 328 p., (coll. : « Folio Essais ») [1e éd. : 1983].
- MANN Patrice, *L'action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives*, Paris, Colin, 1991, 155 p.
- *Mémoires de 68. Guide des sources d'une histoire à faire*, Verdier, 1993, 351 p.
- MOURIAUX René, PERCHERON Annick, PROST Antoine, TARTAKOWSKY Danielle, *1968 Exploration du Mai français : tome 1 Terrains ; tome 2 Acteurs*, Paris, l'Harmattan, 324 p. et 270 p., (coll. : « Logiques sociales »).
- MORIN Edgar, LEFORT Claude, CASTORIADIS Cornelius, *Mai 68 : La Brèche suivie de Vingt ans après*, Bruxelles, Complexe, 1988.
- PASSERINI Luisa (dir.), « Mémoires et histoires de 1968 », *Le Mouvement social*, avril-juin 1968, n°143.
- *Pouvoirs*, « mai 68 », 1986, n°39.
- *Sources*, « Révolte et société ; nouveaux regards sur la révolte », n°17-18.
- SCHNAPP Alain, VIDAL-NAQUET Pierre, *Journal de la Commune étudiante, novembre 1987-juin 1968*, Paris, Seuil, 1988, 882 p. [1e éd. : 1969].
- TOURAINE Alain, *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*, Paris, Seuil, 1968, 302 p.[chronologie].
- *Vingtième siècle*, « dossier mai 68 », juillet-septembre 1989, n°23.

DISCUSSION

Sophie Wahnich

J'ai été frappée par le vocabulaire des premières interprétations, « commune étudiante », « les enragés » qui renvoient à un vocabulaire de la Révolution française. Dans l'expression d'Edgar Morin « explosion utopique et uchronique », il me semble que l'on retrouve les questions que l'on se pose encore aujourd'hui sur le ton révolutionnaire. En ce qui concerne l'émotion cela me paraît être important et à l'articulation des ambitions des historiens. Il est important de faire attention au vocabulaire qui est employé sur le moment même, par les acteurs et les analystes.

Robert Frank

Cette fièvre interprétative est apparue dans ton exposé, à travers tout ce qui a été dit sur le mot « révolution ». Il y a déjà un début d'archéologie du terme : quelle révolution ? (1789, 1871, 1905, 1917). Ce thème de la révolution est partie prenante de la culture politique française. En 1971 – centenaire de la Commune – paraît le livre de Rougerie sur le Paris communard dont la problématique présente la Commune comme crépuscule de la Révolution française et de la révolution des sans-culottes ou aurore de la révolution prolétarienne.

On peut aussi, comme l'a fait Ingrid Gilcher-Holtey, comparer les héritages historiques : la Révolution française, un peu la Résistance, et pour l'Allemagne et l'Italie c'est aussi la Seconde Guerre mondiale, mais non pas version Résistance mais version fascisme ou nazisme (le mai 68 allemand s'est fait aussi contre l'ancienne génération qui a accepté l'inacceptable). Y-a-t-il une spécificité française dans la mémoire historique à travers 68 ?

Danielle Tartakowsky

À l'issue du colloque de 1988 sur 68 (*Exploration du mai français* - voir bibliographie) qui avait multiplié les monographies, on a eu le sentiment d'avoir perdu le mouvement de vue. Il faut continuer à faire ce travail d'historien, à réfléchir sur le temps long, mais en même temps, ce faisant, on dilue le mouvement, ne risque-t-on pas de faire de l'événement pur ? Je me demande si l'on ne devrait pas prendre un certain nombre de thèmes que l'on ne peut travailler que collectivement, par exemple le rôle de ce type de crise par rapport au temps long de l'histoire politique française.

Antonio Bechelloni

On a vu la manifestation simultanée dans les pays occidentaux aussi bien que dans ceux qui se disent socialistes de phénomènes semblables – sans que cette simultanéité ait une véritable continuité. De véritables fantasmes se sont développés autour de ces phénomènes.

Michelle Zancarini-Fournel

Il faudrait en effet travailler sur ce thème très intéressant car on assiste à la construction d'une crise mondiale avant même le déclenchement de 68. Cette construction de l'événement comme crise mondiale me paraît comme un détournement de l'attention par rapport aux problèmes nationaux. Dans l'historiographie, cette idée qu'il s'agit d'une révolution mondiale revient comme une incantation.